Table de concertation
des groupes de femmes de la
Montérégie

Rapport annuel d'activités 2009-2010

Longueuil, 2 juin 2010

Table des matières

Notre mission et valeurs 3

Vie associative 3

Planification stratégique 4

Programme Développement de partenariat en région 6

Projet : *Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs* 7

Projet : *Les stéréotypes! Un frein à la diversification de carrière* 9

Journées régionales Égalité 10

Bureaux régionaux du Conseil du Statut de la Femme 11

Coalition Montérégie sans PPP 12

Budget Bachand 13

Mobilisation du 1er avril 14

Marche mondiale des femmes (MMF) 15

Représentations 16

Conclusion 17

Liste de groupes membres ..18

Liste d'abréviations 19

Bonne lecture!

L'année charnière

Voilà une année qui se termine. Une année charnière, comme on les appelle. Une année où nous avons pris le temps de nous voir aller; de reconnaître la poupe et la proue, de faire la différence entre bâbord et tribord, et ce, bien sûr, sans lâcher le gouvernail!

Maintenant que nous avons fait le tour du bateau, il nous reste à voir la mer, à sentir les vents. Il nous reste à décider le moment de lever les voiles et celui où il sera plus sage de les baisser. Attention! Baisser les voiles ne signifie pas baisser les bras. Car les femmes ne baissent jamais les bras. À preuve :

Qui d'entre nous, cette année, n'a pas eu la houle dans le toupet à surfer entre les vagues de la grippe AH1N1, des élections municipales de novembre 2009, du bilan de la politique provinciale en matière d'égalité homme-femme, de la rationalisation des bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme, de l'intégration des femmes d'ici venues d'ailleurs, des accommodements raisonnables : prise 2, de la planification stratégique de la TCGF-M, du tremblement de terre en Haïti, de la Marche mondiale des femmes, de la privatisation des CHSLD dans la Montérégie, et pour comble, qui d'entre nous peut prétendre n'avoir reçu de plein fouet l'écume amère d'un dénommé Mgr Ouellet ???

Selon le Petit Robert de la langue française, « une charnière » est une attache articulée, composée de deux pièces métalliques enclavées l'une dans l'autre et réunies par un axe commun autour duquel l'une d'elles au moins peut tourner librement.

Si 2009-2010 était une année charnière pour la TCGF-M, quel serait cet axe commun qui, d'ici 2013, permettra à « au moins l'une d'entre nous » de tourner librement?

Heureusement que nous n'avons pas à répondre à une telle question au match « L'union fait la force » de Patrice l'Écuyer, car « Le moment de vérité » pourrait, encore une fois, nous faire sortir de nos gonds.

Même si la météo est une science très inexacte et qu'elle ne nous prédit aucune accalmie pour les prochains mois, j'ose encore espérer que l'horizon s'éclaircira et que nos voiles se gonfleront d'un vent énergisant, car la traversée est loin d'être terminée!

Pierrette Marcotte

Présidente

Notre mission

La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) est un regroupement d'organismes à but non lucratif (OBNL) qui a pour mission principale l'amélioration des conditions de vie des femmes de notre région sur les plans économique, politique et social.

Nos valeurs

- L'ÉGALITÉ
- LA SOLIDARITÉ
- LA JUSTICE SOCIALE
- LE RESPECT DES DIFFÉRENCES

Vie associative

Fondé il y a 21 ans, notre organisme rassemble actuellement **41** groupes. Plusieurs secteurs sont représentés : des centres de femmes, des maisons d'hébergement, des C.A.L.A.C.S., des organismes en employabilité et des syndicats. Nos partenaires sont tout aussi diversifiés. Notre organisme travaille entre autres, en étroite collaboration avec les différents paliers de gouvernement et avec le milieu communautaire dans son ensemble.

Afin de privilégier la prise de décisions et la réalisation d'activités collectives, l'échange et le partage des informations, les membres de la TCGF-M se réunissent régulièrement selon un calendrier adopté en assemblée générale annuelle (AGA). Cette année nos membres se sont réunis trois fois en réunion régulière, en plus de l'AGA. Le comité de coordination (Coco) s'est réuni cinq fois.

Outre les rencontres, l'utilisation régulière des technologies de l'information favorise les échanges entre les membres tout en limitant les déplacements.

Par ailleurs, le processus de planification stratégique amorcé cette année par la TCGF-M a mobilisé la plupart de ses membres et requis une grande part de notre énergie .

Cinq rencontres du comité de coordination
Trois réunions régulières de membres
Une assemblée générale des membres
Un congrès d'orientation

Comité de Coordination

Présidente
Pierrette Marcotte
Coordonnatrice générale
Centre des femmes du Haut-Richelieu
(Saint-Jean-sur-Richelieu)

Trésorière
Brigitte Bédard
Intervenante
Carrefour pour Elle
(Longueuil)

Secrétaire
Laure Frappier
Présidente
Contact'L
(Varennes)

Administratrice
Louise Gauthier
Coordonnatrice
Options non traditionnelles
(Longueuil)

L'équipe de travail

Coordonnatrice
Martha Ortiz

Chargées de projets :
Lise St-Jean
Élisabeth Dupuis
Julie Larivière

Emploi d'été
Marie-Andrée Burelle

RÉALISATIONS

Planification stratégique

Réunies en Assemblée générale en juin 2009 les membres ont décidé de réaliser une planification stratégique, la première en 21 ans d'existence de la TCFF-M. Cet exercice permettra aux membres de la TCGF-M, à son Comité de coordination (Coco) et son équipe de travail de repositionner leur regroupement en tenant compte à la fois d'un environnement en constante évolution et de ses réalités internes.

À l'assemblée générale du 3 juin 2009 un comité a été formé afin de prendre en charge l'organisation de cette démarche stratégique. Encadrée par Madame Lise Moisan, consultante en développement organisationnel, la démarche s'est déroulée en plusieurs étapes :

Comité Planification stratégique

Marie Bombardier
Centre de femmes L'Éclaircie (La Prairie)

Hélène de Montigny
Inform'Elle (Longueuil/Saint-Hubert)

Martha Ortiz
Coordonnatrice TCGF-M

Michèle Ouimet
CSSS Champlain (Longueuil)

Christine Sauriol
Centre Femmes des Cantons (Cowansville)

Catherine Véronneau
Centre de femmes Vie Nous V'Elles (Longueuil)

Le comité s'est réuni 6 fois

Consultation/discussion

- Groupe de discussion réunissant les membres du Coco et celles du comité Planification stratégique;
- Groupe de discussion avec neuf déléguées des membres, représentatives des sous-régions et des différents types de groupes;
- Sondage écrit auprès de l'ensemble des membres abordant quatre thèmes : le rôle de la TCGF-M sur l'échiquier régional, les processus décisionnels de la TCGF-M, le leadership et son exercice à l'interne, les communications entre la TCGF-M et ses membres;
- Congrès d'orientation des membres, tenu comme prévu les 3 et 4 février 2010 (à Contrecœur), suite à quoi les participantes ont choisi d'ajouter une troisième journée, le 23 février (à Longueuil/Saint-Hubert).

Synthèse/rédaction/présentation

- Élaboration et rédaction d'une proposition d'un plan stratégique tri-annuel;
- Relecture/correction de la proposition du plan d'action;
- Présentation de cette proposition de plan d'action tri-annuel à l'ensemble des membres lors de l'assemblée générale du 2 juin 2010.

La réalisation de cette démarche de planification stratégique a été possible grâce à la participation enthousiaste de membres de la TCGF-M, à la collaboration du Coco et au travail assidu du comité Planification stratégique auquel, en dernière étape, s'est ajouté un comité de lecture.

Cet exercice méthodique, collectif et consensuel a mobilisé une grande partie des membres. Vingt trois (23) groupes représentant différents secteurs ont répondu au sondage et, au total, ce sont 97 femmes qui y ont participé, incluant les travailleuses.

L'analyse des résultats du sondage et les échanges des trois jours de réflexion nous ont permis de définir les orientations que nous voulons donner à notre regroupement, de cerner les défis, de fixer des objectifs et de définir les étapes pratiques et mesurables qui nous permettront de les réaliser.

Le résultat de nos travaux sont consignés dans le Plan stratégique présenté à l'assemble générale de juin 2010. S'il est adopté, il guidera nos actions pour les trois prochaines. En résumé, il contient des éléments pour redynamiser la vie associative de la TCGF-M et accroitre de manière significative son rôle de vigie, de prise de position dans l'espace public.

Comité de lecture

Brigitte Bédard
Carrefour pour Elle (Longueuil)

Sophia Cotton
Centre de femmes Entr'elles (Granby)

Laure Frappier
Contact'L (Varennes)

Louise Gauthier
Option non Traditionnelles, Place-rive sud (Longueuil)

Pierrette Marcotte
Centre de femmes du Haut-Richelieu (Saint-Jean-sur- Richelieu)

Mélanie Therrien
Centre de femmes D'Main de femmes (Salaberry-de-Valleyfield)

Programme Développement de partenariat en région

Comme prévu dans notre plan d'action triennal, cette troisième et dernière année de l'accord de partenariat entre le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et la TCGF-M a permis à notre organisme de consolider ses collaborations avec certaines instances locales et de développer des nouveaux partenariats.

Actuellement la TCGF-M fait partie et participe aux travaux des comités en condition féminine de la CRÉ de Longueuil et de la CRÉ Montérégie-Est. En plus de sa participation à ces comités, la TCGF-M s'implique dans tout autre sous-comité nécessaire à l'obtention des résultats visés dans les plans d'action respectifs. Parallèlement, en collaboration avec les CRÉ de ces deux territoires, notre organisme s'investit dans la réalisation des projets particuliers. Ainsi, en collaboration avec la CRÉ de Longueuil, la TCGF-M a amorcé la réalisation du projet *Les stéréotypes! Un frein à la diversification de carrière* (voir p7). En collaboration avec la CRÉ Montérégie Est, nous poursuivons la réalisation du projet *Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs* (voir p9)

En continuité de ses travaux visant à faciliter la participation des femmes immigrantes à la vie de leur communauté, dès l'hiver 2009, dans le cadre du programme *Partager une culture égalitaire* du SCF, la TCGF-M a travaillé en collaboration avec la Ville de Longueuil à élaborer un plan d'action et à faciliter la mise en œuvre des projets structurants dont les objectifs sont de :

- promouvoir les modèles et les comportements égalitaires auprès des personnes immigrantes;
- favoriser l'autonomie et la pleine contribution au développement socio-économique des femmes immigrantes et issues de communautés culturelles;
- établir un lien de confiance entre le service de police et les femmes d'ici et d'ailleurs, afin de favoriser leur intégrité et sécurité physique et psychologique.

La TCGF-M et ses groupes membres du territoire de Longueuil participent activement à la mise en place et à la réalisation des projets et des actions qui en découlent.

Parmi nos partenaires en région, nous retrouvons :

- CRÉ de Longueuil
- CRÉ de la Montérégie-Est
- Forum jeunesse Montérégie-Est
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, bureau régional
- Ville de Longueuil

Projet : *Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs*

Réalisé avec le support financier de Condition féminine Canada, de la CRÉ Montérégie Est et d'Emploi-Québec, ce projet d'une durée de deux ans se poursuit comme prévu. Son objectif général est de briser l'isolement des femmes immigrées et d'accroître leurs possibilités de participer pleinement à la vie économique, sociale et démocratique de la société.

Les quatre MRC touchées se différencient par le nombre des personnes immigrantes établies dans leur territoire, par la disponibilité des services et par l'expertise des organismes et institutions du milieu dans le domaine de l'immigration. Celles de la Haute-Yamaska (Granby) et des Maskoutains (Saint-Hyacinthe) sont depuis plus de douze ans une terre d'accueil pour des personnes immigrantes alors que dans les MRC du Haut-Richelieu (Saint-Jean-sur-Richelieu) et Pierre-De Saurel (Sorel-Tracy) l'immigration est plus récente. Dans ce contexte, le transfert d'expertise entre les différents territoires fait l'objet d'une attention particulière dans la mise en œuvre du projet.

La première étape, de septembre 2008 à mars 2009, a permis d'effectuer deux études afin de réaliser :

a) un portrait socio-économique des femmes immigrées en Montérégie Est;
b) un portrait des services disponibles dans chaque milieu et l'identification des besoins des femmes immigrantes.

La majorité des entretiens de la seconde étude ont été réalisés en personne, tant auprès des intervenantEs que de femmes immigrantes. L'analyse croisée des résultats nous a fourni des repères pour sensibiliser les organismes de chaque milieu à la nécessité d'adapter leurs services aux besoins d'une clientèle diversifiée. Ces rencontres ont permis de créer des liens stratégiques pour la suite du projet.

La deuxième étape, d'avril 2009 à septembre 2010, est consacrée à la réalisation d'activités variées visant à atteindre les deux objectifs du projet, soit :

- augmenter la sécurité et l'autonomie économiques des femmes immigrées, en contribuant à leur insertion au marché du travail;
- éliminer la discrimination faite aux femmes immigrées, en leur offrant des services et des activités adaptés à leurs besoins.

C'est grâce à l'ouverture et à la collaboration des organismes de chacun des quatre territoires que la TCGF-M peut réaliser ce projet. La diversité et la complémentarité de leur expertise constituent un point d'ancrage pour la pérennité des actions auprès des femmes immigrantes.

Pour ce faire, la TCGF-M travaille en étroite collaboration avec ses partenaires locaux, afin de mettre en place (ou de renforcer) des réseaux facilitant le travail en complémentarité et en interdisciplinarité. L'accent est mis sur la réalisation d'activités de réseautage et de sensibilisation, dont les modalités diffèrent d'un milieu à l'autre, puisqu'elles s'adaptent aux réalités des organismes et aux besoins exprimés par les femmes immigrantes rejointes en première partie du projet. Voici un résumé des activités qui, au 31 mars 2010, étaient mises en œuvre pour atteindre chacun des objectifs.

- Étapes préliminaires à la mise sur pied d'ateliers sur la conciliation famille / travail / études (thèmes : organisation du travail et organisation de la famille, où et comment aller chercher l'information, milieu du travail et notion de responsabilité dans une société individualiste versus une société collectiviste).
- Mise en œuvre d'ateliers thématiques d'information et d'échanges sur le fonctionnement et les valeurs de la société québécoise (Sorel-Tracy et Saint-Jean-sur-Richelieu).
- Mise en place de cellules d'intégration et d'entraide au sein d'organismes, incluant l'implication de personnes pivot, pour permettre la circulation de l'information de l'intérieur des groupes ethniques vers l'extérieur et vice versa (Granby et Saint-Hyacinthe).
- Liaison entre des artistes / artisanes immigrantes et le Marché public de Granby (quelques-unes seront responsables de kiosques au marché durant l'été 2010).

Le contrat de la travailleuse active à Saint-Jean-sur-Richelieu et Sorel-Tracy prend fin à la mi-septembre 2010. Celui de la chargée de projet desservant Granby et Saint-Hyacinthe est plus court et se termine début avril. Appuyée par plusieurs partenaires de ces deux territoires, la TCGF-M a soumis en décembre une demande de financement au Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), qui permettrait une suite des actions qui y sont entreprises.

Pour souligner son travail en partenariat, le 30 mars 2010, la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie a reçu une mention d'honneur lors de la soirée du gala *L'Ancre d'or*, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Projet : *Les stéréotypes! Un frein à la diversification de carrière*

En 2006[1], une femme gagnait 76% du salaire d'un homme. En 2010[2], à travail égal l'écart de salaire entre les hommes et les femmes est encore de 12,5%. Ces inégalités salariales sont souvent accentuées par le fait que les femmes et les hommes tendent encore à occuper des emplois dans des secteurs différents. Cela peut, certes, refléter des préférences personnelles mais les traditions et les stéréotypes interviennent encore dans les choix professionnels des filles et des femmes. La lutte contre les stéréotypes sexuels et l'amélioration de la situation des femmes sur le marché de travail nécessite donc une action sur tous les terrains. C'est dans cette optique que la TCGF-M a amorcé la réalisation du projet *Les stéréotypes! Un frein à la diversification de carrière*.

L'objectif de ce projet est de permettre à des jeunes de 15 à 18 ans de prendre conscience de l'effet restrictif que peuvent avoir les stéréotypes sur leur choix de formation et de carrière. Au moyen d'activités interactives, le projet procurera à des jeunes filles et garçons de l'agglomération de Longueuil des informations leur permettant d'avoir une conception plus juste des différent métiers et professions et de prendre conscience des diverses possibilités qui leurs sont offertes. Pour réaliser ces projets la TCGF-M travaille en collaboration avec les Maisons de jeunes du territoire, Carrefour jeunesse emploi et Option non traditionnelles / Place Rive-sud.

Ce projet est financé par la CRÉ de Longueuil, via une entente signée avec le Secrétariat à la condition féminine. Le projet a débuté en janvier 2010 et prendra fin à l'automne qui vient.

La TCGF-M développe de nouveaux partenariats pour la réalisation de ce projet, citons entres autres :

- **L'Auberge du cœur;**
- **La Maison de Jonathan;**
- **La Maison des jeunes de Saint-Bruno;**
- **Commissions scolaires**

[1] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2009/donnees_sociales09.pdf
[2] À travail égal, salaire égal? Il y a 14 ans, l'espoir…Le Devoir, le 6 mars 2010

Journées régionales Égalité (JRÉ)

L'organisation des Journées régionales Égalité dans chacune des régions du Québec est une initiative du Secrétariat à la condition féminine (SCF) qui est responsable de la régionalisation des actions découlant du plan d'action de la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.*

Sous le thème *Ensemble, faisons rayonner l'égalité,* les Journées régionales Égalité avaient pour but de développer une synergie entre les différents acteurs impliqués dans le dossier de l'égalité femmes/homme. Elles ont permis aux personnes présentes de:

- s'informer mutuellement des activités menées en matière d'égalité et d'échanger sur des pistes d'action à privilégier;
- contribuer à créer un meilleur arrimage entre les différents acteurs et les actions menées;
- actualiser leurs connaissances sur la situation des femmes dans notre région;
- alimenter les différents travaux locaux et régionaux en matière d'égalité et ceux à prévoir dans le cadre du renouvellement prochain du plan d'action de la politique gouvernementale.

En Montérégie, compte tenu de la division administrative du territoire et de la présence de trois Conférences régionales des élus (CRÉ) distinctes et indépendantes, trois JRÉ ont été organisés :

- le 22 octobre 2009 à Saint-Isidore (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)
- le 17 novembre 2009 à Beloeil (CRÉ de la Montérégie Est)
- le 9 février 2010 à Brossard (CRÉ de Longueuil)

La TCGF-M a participé à l'organisation des JRÉ de Longueuil et de la Montérégie Est; pour cette dernière elle a de plus assuré la logistique. Par ailleurs, elle a participé à la JRÉ de la Vallée du Haut-Saint-Laurent (VHSL).

En Montérégie Est et à Longueuil, la Journée régionale Égalité a mobilisé une soixantaine des personnes et réuni des travailleuses du milieu communautaire, des personnalités du milieu municipal et financier ainsi que des représentantEs des lieux décisionnels qui s'impliquent ou s'intéressent à l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans son bilan sur l'avancement en matière d'égalité entre femmes et hommes, présenté à la JRÉ en Montérégie Est, la TCGF-M a fait ressortir que malgré les combats menés jusqu'ici, force est de constater que des gains que nous croyions acquis sont constamment menacés et que l'égalité doit être réacquise jour après jour, dans l'espace public et privé.

Les rapports des Journées régionales égalité peuvent être consultés au site du Secrétariat à la condition féminine[3].

[3] Au 1 juin 2010 http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/JRE/Rapport_JRE_Monteregie_Est.pdf http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/JRE/RapportForum_egalite_VHSL.pdf

Bureaux régionaux du Conseil du Statut de la Femme (CSF)

Quelques semaines après que la TCGF-M ait fait son bilan sur l'avancement de matière d'égalité lors de la JRÉ, soit en décembre 2009, nous apprenions que pour faire face à des enjeux importants en matière de ressources humaines et financières le CSF se propose de regrouper ses onze bureaux régionaux en quatre points de services. Pour justifier cette décision, en plus de l'aspect financier, le CSF évoque le fait que le Secrétariat à la condition féminine (SCF), chargé de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action de la Politique d'égalité entre les femmes et les hommes a mis en place sa propre équipe régionale. Ainsi, à partir du 1er avril 2010, le Bureau de Montréal desservira les régions de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie. Trois personnes y sont responsables de ces territoires.

La TCGF-M considère que la fermeture des bureaux régionaux est une perte pour le mouvement des femmes et pour les femmes des différentes régions car, malgré les avancées en matière d'égalité, en 2010 il y a toujours dans notre société deux poids et deux mesures.

Rappelons par ailleurs que le rôle et la mission du Conseil du statut de la femme (CSF) et du Secrétariat à la condition féminine(SCF) sont différents tout en étant complémentaires. Le CSF est un organisme indépendant qui a un rôle de conseil, de conscientisation et de vigie alors que le rôle du SCF est de soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en matière d'égalité.

À leur rencontre régulière d'avril 2010, les membres de la TCGF-M devront prendre position et décider des actions à poser pour sauvegarder les acquis. Même si le CSF dit vouloir maintenir des relations de qualité avec les partenaires clés du développement régional et avec les groupes de femmes, la TCGF-M se demande comment le CSF pourra couvrir, à distance, un si vaste territoire et garder des liens lui permettant d'alimenter sa réflexion.

L'égalité est encore un chantier et nos acquis sont fragiles, restons vigilantes !

Coalition Montérégie sans PPP

Composée de groupes du milieu communautaire et syndical, la Coalition Montérégie sans PPP a été formée pour contester la décision ministérielle de procéder à la construction et à la dispensation de soins en mode Partenariat-Public-Privé (PPP) dans les centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) de la Montérégie.

En effet, malgré les sévères critiques émises par le Vérificateur général du Québec dans son dernier rapport[4], l'Agence de Santé et Services sociaux de la Montérégie a décidé de développer en PPP quatre CHSLD, totalisant 398 lits. Cette décision aura pour effet de céder à des promoteurs privés la responsabilité de la qualité de vie et des soins de milliers de personnes parmi les plus vulnérables de notre société : les personnes âgées. Ce faisant, l'ASSS-Montérégie[5] ne transgresse-t-elle pas son propre mandat qui est d'assurer la gouvernance du système de santé et de services sociaux de la région afin d'en améliorer la performance jusqu'à l'excellence et ainsi contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population dont elle est responsable?

Un premier projet de CHSLD d'une capacité de 200 lits est déjà en construction en mode PPP à Saint-Lambert. Le contrat de partenariat a été accordé au propriétaire de l'entreprise Les Résidences Soleil pour une période de 25 ans. Trois autres projets de 66 lits chacun verraient le jour à Saint-Jean-sur-Richelieu, à Châteauguay et à Granby.

Les membres de la TCGF-M ont été invitées à supporter l'initiative de la Coalition Montérégie sans PPP en signant la pétition pour dire NON à la régression tranquille de notre système public de santé.

Les organisations membres de la Coalition contre les PPP sont : la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M), la Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROCM), la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ Montérégie) ainsi que des syndicats de plusieurs centres de santé et de services sociaux de la région.

L'ASSS-Montérégie ne transgresse-t-elle pas son propre mandat qui est d'assurer la gouvernance du système de santé et de services sociaux de la région afin d'en améliorer la performance jusqu'à l'excellence et ainsi contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population dont elle est responsable?

[4] http://www.fsss.qc.ca/documents/Rapport2009-2010-T2-Chap05-2.pdf

[5] http://www.santemonteregie.qc.ca/agence/apropos/agence/mission.fr.html

Budget Bachand

À peine le Québec émergeait-il d'une importante crise économique, à la fin du mois de mars, que le ministre des Finances Raymond Bachand déposait son budget, dont l'objectif est d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

Bien que rétablir l'équilibre des finances publiques s'impose dans l'intérêt général, cela ne se fera pas sans compromis. En effet, pour atteindre cet objectif, le ministre de finances prend un virage en adoptant le principe de l'utilisateur-payeur. Le ministre impose notamment :

- une nouvelle contribution pour financer le réseau de la santé (le montant sera de 25 $ en 2010, de 100 $ en 2011 et de 200 $ en 2012);
- une augmentation de la TVQ de 2% (ce qui la portera à 9,5 % à compter du 1er janvier 2012);
- une augmentation de la taxe sur les carburants d'un cent le litre à compter du 1er avril, pour les trois prochaines années;
- une augmentation de 3,7 % des tarifs d'électricité pour la quasi-totalité des Québécois;
- l'abolition une trentaine d'organismes, de conseils et de fonds;
- l'augmentation des frais de scolarité, à compter de 2012.

Dans la situation économique actuelle, l'augmentation des taxes, la hausse de tarifs, les coupures dans les services prévus dans ce budget vont toucher plus durement la classe moyenne. Or, selon une étude de l'Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS)[6,] pour les familles ayant des enfants de moins de 18 ans, l'écart entre riches et pauvres s'est creusé entre 1976 et 2006. La classe moyenne qui représentait 42% de la population à la fin des années 70 n'en représentait plus que 31% en 2006. L'appauvrissement s'accentue en dépit du fait que les familles québécoises travaillent en moyenne 321 heures de plus par an qu'en 1996.

À l'initiative des groupes sociaux, de la population et des organisations professionnelles (notamment des médecins), plusieurs manifestations publiques sont prévues au printemps pour s'opposer à l'application des mesures proposées.

Dans la situation économique actuelle, l'augmentation des taxes, la hausse de tarifs, les coupures dans les services prévus dans ce budget vont toucher plus durement la classe moyenne.

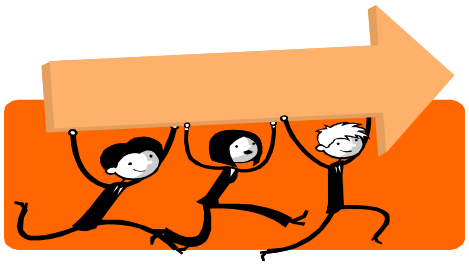
[6] Qui s'enrichit, qui s'appauvrit, Eve-Lyne Courtier, Bertrand Schepper, IRIS, Mai 2010

Mobilisation du 1er avril

À l'initiative de la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics, une manifestation a été organisée le 1er avril 2010 au centre-ville de Montréal pour dénoncer la privatisation des services publics et les hausses de tarifs. Ce rassemblement a permis à la population de manifester son mécontentement face au budget du ministre des Finances, Raymond Bachand. Plus de 10 000 personnes issues de différents milieux ont marché dans les rues afin de dénoncer les mesures que souhaite mettre en place le gouvernement Charest. Sur le thème de la redistribution des richesses, travailleurs, étudiants, féministes, représentants syndicaux et organismes communautaires ont donc uni leur voix pour dénoncer la tarification, les compressions et la privatisation des services publics.

En tant qu'organisme voué à la défense collective des droits des femmes, la TCGF-M ne pouvait qu'appuyer cette initiative et participer à cette manifestation puisque les femmes sont encore les premières affectées par les différentes hausses de tarifs (électricité, soins de santé, éducation ou services de garde). Ces mesures nuisent principalement aux classes les plus pauvres, qui sont encore aujourd'hui majoritairement composées de femmes.

La Coalition propose différentes solutions afin d'éviter de piger dans les poches des contribuables. La lutte à l'évasion fiscale, l'ajout d'un palier d'imposition pour les particuliers à haut revenu, une saine gestion des finances publiques sont quelques-unes des mesures proposées. La TCGF-M partage cette vision de la Coalition, pour qui l'accès à des services publics universels et de qualité est l'un des moyens pour assurer le respect des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté.



La TCGF-M appuie et participe à cette manifestation puisque les femmes sont encore les premières affectées par les différentes hausses de tarifs (électricité, soins de santé, éducation ou services de garde).

Marche mondiale des femmes (MMF)

En mai 2009, la TCGF-M a invité ses membres et plusieurs autres groupes pouvant être intéressés à se réunir pour discuter de la forme qui pourraient prendre les actions de la MMF 2010 dans notre région. Les participantes ont convenu de consulter les structures et les membres de leurs groupes et de se revoir en juin, en plus de mandater un comité provisoire pour réfléchir aux actions possibles.

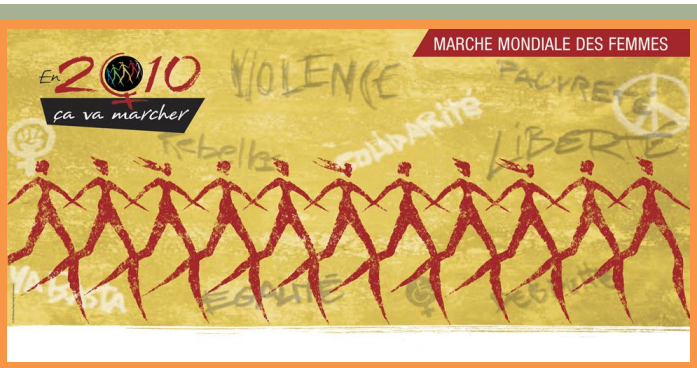
À l'issue de la réunion de juin il était clair que les femmes de la région souhaitaient des actions locales et régionales et que la TCGF-M ne disposait pas de ressources pour prendre le leadership des actions régionales. Un comité nommé *Montérégiennes en marche* fut mis en place, lieu décisionnel regroupant des membres de la TCGF-M et d'autres organismes, doté d'un petit comité de coordination qui a proposé un plan d'action dès l'automne 2009.

Le rôle de la TCGF-M dans ces actions a été précisé suite à des demandes du Coco de *Montérégiennes en marche* :

- support en termes de communication : diffusion par courriel des informations de leur Coco aux membres de *Montérégiennes en marche* et celles émanant de la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes (CQMMF);
- support logistique possible au besoin (ex. : rendre disponible un espace de travail);
- support organisationnel : la TCGF-M joue le rôle de fiduciaire en recevant les fonds recueillis par *Montérégiennes en marche* et en les ressortant à la demande de membres identifiées du Coco, afin que celles-ci défraient les dépenses décidées par *Montérégiennes en marche* (les comptes-rendus des réunions témoignant des décisions prises).

Représentée aux réunions de *Montérégiennes en marche* par une travailleuse ou par la coordonnatrice, la TCGF-M s'est aussi assurée que la Montérégie soit toujours présente aux réunions de la CQMMF en y déléguant une travailleuse de l'automne 2009 au printemps 2010, soit jusqu'à ce que des membres du Coco de *Montérégiennes en marche* puissent prendre le relais. La TCGF-M y a aussi défrayé la cotisation de la représentation de la Montérégie, et ce sur deux années (2008-09, 2009-10).

Malgré ses ressources limitées, la TCGF-M a donc joué un rôle non négligeable pour la mise en place et le soutien au fonctionnement du comité régional responsable de la MMF.



L'organisation d'activités de la Marche mondiale des femmes mobilise l'ensemble des membres tant à niveau local, régional ou national .

Représentations

Mobilisations sociales

- Appui à la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics
- Participation à la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes 2010

Représentation auprès d'autres organismes

- Réseau des Tables régionales de Groupes des Femmes (2 rencontres)
- Réseau Québécois d'action pour la santé des femmes RQASF (AGA, mai 2009)
- Membre du Comité Femmes et développement local du Haut-Richelieu, (6 rencontres)
- Centre Sino-Québec de la Rive-Sud (AGA, juin 2009)
- Fédération des femmes du Québec, (AGA, septembre 2009)

Représentation auprès des institutions gouvernementales

- Table des partenaires en immigration (MICC); Granby, Saint-Hyacinthe, Longueuil et Saint-Jean-sur-Richelieu (9 rencontres)
- Conseil Femmes, égalité et mouvement (CFEM) de la CRÉ de Longueuil (8 rencontres)
- Comité Femmes et développement régional de la CRÉ Montérégie Est, comité de Suivi de l'entente égalité (5 rencontres)
- Ville de Longueuil (12 rencontres)

Colloques et formations

- Journée régionale de réflexion : Préjugés envers les personnes ainées, AREQ du Vieux Longueuil, avril 2009;
- Colloque : 9e colloque annuel du Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, «Ici, l'égalité c'est plus qu'un rêve», mai 2009;
- Journée réseautage, L'immigration, ça nous concerte!, CSSS Champlain, mai 2009;
- Formation sur l'adaptation de l'intervention auprès de personnes réfugiées, MICC-TCRI, automne 2009 (coordonnatrice et deux chargées de projets);
- Table de partenaires- femmes et politique Municipale, MAMROT/SCF, juin 2009
- Formation secourisme, avril, octobre 2009;
- Journée régionale égalité, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, octobre 2009
- Formation « Savoir négocier son pouvoir avec influence », Conseil Femme Égalité Mouvement Formation, CRÉ de Longueuil, octobre 2009;
- Formation «Jeunes et Sexualisation : des approches novatrices en matière d'intervention», YWCA y des femmes, Montréal, novembre 2009;
- Formation : Comprendre et accompagner l'entrepreneur immigrant, SAGE Montréal/CRÉ-L, janvier 2010;
- Formation : La gestion budgétaire, Centre St-Pierre, Montréal, Février 2010;
- Formation, Bilan et rapport annuel d'activités : deux étapes importantes de la réédition de comptes, février 2010;
- Journées annuelles de santé publique, mars 2010.

Conclusion

Dans son bilan sur l'avancement en matière d'égalité entre les hommes et les femmes[7], présenté à la Journée régionale Égalité en Montérégie Est, la Table de concertation de groupes des femmes de la Montérégie a fait ressortir que, malgré les combats menés jusqu'ici, force est de constater que des gains que nous croyions acquis sont constamment menacés et que l'égalité entre les femmes et les hommes doit être réacquise jour après jour, dans l'espace public et privé.

L'actualité de ce printemps 2010 nous le rappelle, certains éléments de la société sont encore et toujours réfractaires à ce que les femmes aient le contrôle de leur corps et prennent leur juste place.

L'exercice de planification stratégique que nous venons de faire ensemble a mis en lumière le rôle de vigie et de prise de positions que peut jouer notre Table. Le plan d'action qui en résulte nous servira de phare et nous permettra de garder le cap. Ainsi mieux outillées et remobilisées, en Montérégie nous continuerons donc d'avancer, ensemble avec toutes les femmes du monde qui sont en marche, pour améliorer nos conditions de vie et prévenir que soient amputés les gains de nos lutes précédentes.

[7] JRÉ Montérégie-Est, allocution de la coordonatrice de la TCGF-M, www.tcgfm.qc.ca

Liste des groupes membres

Groupes	Villes
1. C.A.L.A.C.S. Châteauguay	Châteauguay
2. C.A.L.A.C.S. Granby	Granby
3. C.A.L.A.C.S. La Vigie	Valleyfield
4. Carrefour pour Elle	Longueuil
5. Centre d'Main de Femmes	Salaberry-de-Valleyfield
6. Centre de femmes du Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu
7. Centre de femmes Entr'Elles	Granby
8. Centre de femmes l'Autonomie en soie	Saint-Hyacinthe
9. Centre de femmes l'Éclaircie	La Prairie
10. Centre de femmes l'Essentielle	Beloeil
11. Centre de femmes La Marg'Elle	Saint-Rémi
12. Centre de femmes La Moisson	Île-Perrot
13. Centre de femmes Le Faré	Chambly
14. Centre de femmes Vie Nous V'Elles	Longueuil
15. Centre Femmes des Cantons	Cowansville
16. Centre Ressources-Femmes de la région d'Action	Acton Vale
17. Com'Femme	Brossard
18. Contact'L	Varennes
19. Conseil central Montérégie CSN	Saint-Hubert
20. De soi à l'emploi	Saint-Lambert
21. Entre Ailes Sainte-Julie	Sainte-Julie
22. Hébergement La Source du Richelieu	Sorel-Tracy
23. Hébergement L'Entre-Deux	Longueuil
24. Hébergement Maison de la Paix	Longueuil
25. Horizon pour Elles	Cowansville
26. Inform'Elle	Saint-Hubert
27. L'Accueil pour Elle	Valleyfield
28. L'Orienthèque	Sorel
29. Maison Alice Desmarais	Granby
30. Maison d'hébergement et de transition L'Égide	La Prairie
31. Maison Hina	Saint-Jean-sur-Richelieu
32. Maison Simone Monet-Chartrand	Chambly
33. Option Ressource travail	Valleyfield
34. Place Rive-Sud/Options Non-Traditionnelles	Longueuil
35. Pavillon Marguerite de Champlain	Greenfield Park
36. Résidence Elle	Huntingdon
37. Syndicat de la Fonction Publique	Saint-Thimothée

Membres participantes

38. Comité Femme – CRÉ Montérégie Est	McMasterville
39. Comité Femme – CRÉ de Longueuil	Longueuil
40. Conseil du statut de la femme – Montérégie	Longueuil
41. CSSS Champlain	Brossard

Liste d'abréviations

ASSS	Agence de la santé et des services sociaux
CALACS	Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
CFEM	Conseil femmes égalité en mouvement
CQMMF	Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes
CHSLD	Centre d'hébergement de soins de longue durée
CSF	Conseil statut de la femme
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
CRÉ	Conférence régionale des élus
IRIS	Institut de recherche et d'information socio-économiques
JRÉ	Journée régionale Égalité
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MMF	Marche mondiale des femmes
MRC	Municipalité régionale de comté
PPP	Partenariat public-privé
SCF	Secrétariat à la condition féminine
TCGF-M	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie
VHSL	Vallée-du-Haut-Saint-Laurent